

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE n° 2026-APC-65-IC  
relatif à la modification des capacités de stockage pour la société Charbonneaux-Brabant,  
siège social, 52 rue de la Justice, 51100 Reims,  
pour son site situé sur le territoire de la commune de Saint-Brice-Courcelles**

**Le Préfet de la Marne**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

**Vu** l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**Vu** la circulaire n° 97-103 du 18 juillet 1997 relative à la méthodologie de détermination des garanties financières ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2023-A-108-IC délivré en date du 14 juin 2023 relatif à l'exploitation de l'installation de stockage et conditionnement de produits chimiques ;

**Vu** le « Porter à connaissance » relatif à l'augmentation de la capacité de stockage soumis à la rubrique 4510 et à la modification du montant des garanties financières transmis au Service environnement - Unité procédures environnementales de la Direction départementale des territoires (DDT) de la Marne en date du 29 mars 2024 ;

**Vu** le « Porter à connaissance » déposé le 13 novembre 2025 au Service environnement - Unité procédures environnementales de la DDT de la Marne remplaçant le précédent « Porter à connaissance » déposé en date du 29 mars 2024 ;

**Vu** les compléments apportés par l'exploitant en dates des 31 décembre 2025 et 13 janvier 2026 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées n° D1 i 2026- 55 en date du 16 février 2026 ;

**Vu** le courrier transmis à l'exploitant le 23 février 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Vu** l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du demandeur.

**Considérant** le « porter à connaissance » transmis le 13 novembre 2025 auprès du Guichet Unique de la DDT de la Marne et enregistré par l'attestation de dépôt n° 2025-11-44 ;

**Considérant** les compléments apportés par l'exploitant en dates des 31 décembre 2025 et 13 janvier 2026, aux demandes formulées par le service de l'inspection ;

**Considérant** que l'exploitant a déterminé le montant des garanties financières en utilisant la méthodologie de la circulaire n° 97-103 du 18 juillet 1997 ;

**Considérant** le rapport du service de l'inspection n° 2026-55 qui valide le montant déterminé par l'exploitant en utilisant la méthodologie de la circulaire n° 97-103 du 18 juillet 1997 pour un montant de 3 197 257 € ;

**Considérant** que l'augmentation des produits sous la rubrique 4510, passant de 521 tonnes à 800 tonnes ne modifie pas le régime de classement, le lieu et les conditions de stockage ;

**Considérant** que la diminution des produits soumis à la rubrique 4511, passant de 375 tonnes à 200 tonnes ne modifie pas le régime de classement, le lieu et les conditions de stockage ;

**Considérant** qu'il convient de considérer une modification comme substantielle, si elle satisfait à au moins l'une des trois situations fixées par l'article R.181-46.I du Code de l'environnement rappelées ci-dessous qui :

- 1°) en constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 du Code de l'environnement ;
- 2°) ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement [aucun arrêté actuellement en vigueur] ;
- 3°) ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

**Considérant** que les modifications apportées aux installations ne rentrent dans aucune des trois situations énumérées ci-dessus et que, par conséquent, ne peuvent être considérées comme substantielles ;

**Considérant** les dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R.181-46 du Code de l'environnement suivantes :

*« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...] » ;*

**Considérant** que l'exploitant a porté à la connaissance du Préfet les modifications notables apportées sur son site, dit « Colbert », situé sur le territoire de la commune de Saint-Brice-Courcelles ;

**Considérant** qu'il y a lieu de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-A-108-IC du 14 juin 2023 ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## **ARRETE**

### **Article 1 : Objet**

Les conditions d'exploitation de la société CHARBONNEAUX-BRABANT (SIRET 33578220700120), dont le siège social est situé 52, rue de la Justice à REIMS (51100), relatives à son site, dit « Colbert » situé sur

le territoire de la commune de Saint-Brice-Courcelles, au 34 rue Emile Druart (coordonnées Lambert 93 X=772798,01 et Y=6909243,56), sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

## **Article 2 : Article modifié : nomenclature**

L'article 1.1.5 « Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2023-A-108-IC du 14 juin 2023 est abrogé et remplacé par :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1434.1.a	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).	Poste de chargement et déchargement vrac : pompes 60 m <sup>3</sup> /h  Poste conditionnement : volucompteur 10 m <sup>3</sup> /h	200 m <sup>3</sup> /h	A
1630.1	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.	Réservoirs aériens : 6 x 30 m <sup>3</sup> lessive soude 30 % et 50 % (180 t) Stockage extérieur : 40 t (lessive soude et potasse en 20 L et IBC 1 000 L) Stockage bât. 8 : 266 t (1 L,5 L et sacs 25Kg soude/potasse)	486 t	A
4130.2.a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides.	Réservoirs aériens : 1 x 30 m <sup>3</sup> acide nitrique (40 t)  Stockage extérieur : 41 t (acide nitrique, acide formique en bidons 20 L, IBC 1 000 L)	81,5 t	A
4331.1	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	Réservoirs aériens : 450 t  Produits conditionnés sur aires extérieures : 50 t  Magasin 6 : 200 t Magasin 8 : 1 420 t	2 140 t	A

4510.1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	Javel, ammoniacque, et autre H400 H410  <u>Javel</u> Réservoirs aériens : 3 x 30 m <sup>3</sup> (extérieur), 3 x 40 m <sup>3</sup> (intérieur bât. 4) Stockage bât. 4 : Bidons 20 L, fûts 200 L, IBC 1 000L  <u>Ammoniaque</u> Réservoir aérien : 1 x 40 m <sup>3</sup>	800 t	A
4511.1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	Tétrachloroéthylène et autre H411  Réservoirs aériens : 2 x 30 m <sup>3</sup> et 1 x 40 m <sup>3</sup> (100 t)  Stockage bât. 8 : 100 t (1 L, 5 L, 20 L)	200 t	A
1436-2	Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de).	Réservoirs aériens : 1 x 30 m <sup>3</sup> , et 2 x 15 m <sup>3</sup> (48 t)  Stockage bât. 8 : 80 t (1 L, 5 L, 20 L)  Stockage extérieur : 20 t	227 t	DC
1510.2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	Bâtiment 6 800 t (de matières combustibles)	49 649 m <sup>3</sup>	DC
4140.1.b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de	Bifluorure d'ammonium et Nitrite de soude en sac	13 t	D

	l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.			
4440.2	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3.	Percarbonate de soude Nitrite de soude	10 t	D

A : autorisation, D : déclaration, DC : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'environnement

### **Article 3 : Article modifié : garanties financières**

L'article 1.5.1 « Montant des garanties financières » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2023-A-108-IC du 14 juin 2023 est abrogé et remplacé par :

« Le stockage des matières combustibles forme des îlots de 7 000 tonnes, au maximum. La largeur entre îlots est adaptée au volume des îlots, afin de faciliter l'enlèvement des matières en cas d'incendie. »

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les rubriques suivantes : 4130, 4140, 4331, 4510, 4511.

#### **Seveso Seuil Haut :**

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 3 197 257 € TTC (avec indice TP01 de octobre 2025).

### **Article 4 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

## **Article 5 : Droits des tiers**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

## **Article 6 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Madame le Maire de Saint-Brice-Courcelles qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le Directeur de la société Charbonneaux-Brabant dont le siège social est situé 52, rue de la Justice à REIMS (51100).

Madame le Maire de Saint-Brice-Courcelles procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, elle dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **16 AVR. 2026**

**Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général,**

A blue ink signature, appearing to be 'Thibaut FÉLIX', written over a horizontal line.

**Thibaut FÉLIX**